



## **NON A LA DEMARCHE STRATEGIQUE NON AU PACTE D'AUSTERITE**

***La politique d'austérité poursuivie par le gouvernement produit ses effets désastreux dans l'ensemble de la fonction publique, et notamment dans les services de la DGFIP.***

***Par son « pacte de responsabilité », le gouvernement s'attaque aux services publics et à la protection sociale.***

Avec ce « pacte de responsabilité », sous prétexte de diminuer le « coût du travail », il veut en finir avec les cotisations familiales versées par les employeurs. Le Président de la République François Hollande, le 14 janvier dernier, annonçait pour : « [...] poursuivre l'allégement du coût du travail... Je fixe un nouvel objectif, c'est que d'ici 2017, pour les entreprises et pour les travailleurs indépendants, ce soit la fin des cotisations familles ». **Cela représente 35 milliards d'euros ! Une branche entière de la Sécurité Sociale !**

Depuis sa création en 1945, les employeurs ont obligation de verser une partie du salaire à la Sécurité sociale. Ces cotisations sociales sont donc une partie intégrante du salaire appartenant à chaque travailleur. Ce cadeau fait aux patrons constitue un véritable pillage de nos salaires ! Les cotisations sociales ne sont en effet pas une « charge », mais la part des richesses créées par les salariés, qui sert à financer solidairement la protection sociale pour tous.

Le gouvernement prétend à qui veut bien l'entendre qu'il y aurait des contreparties à ce cadeau fait aux employeurs. Nous affirmons qu'aucune contrepartie ne saurait justifier que l'on brade une branche entière de la Sécurité sociale !

Pour financer ce nouveau cadeau au MEDEF et tenir les objectifs de réduction des déficits, ce même « pacte » annonce 50 milliards d'euros « d'économies » supplémentaires sur les « dépenses publiques ». **Cela constituerait un véritable choc contre les services publics, les salaires, l'emploi et la protection sociale.**

***Ce « pacte de responsabilité » comporte déjà sa déclinaison à la DGFIP :  
« la démarche stratégique »***

Cette politique mène la DGFIP au bord du gouffre : suppressions massives d'emplois, restructurations, réorganisations, régionalisation, bradage- privatisation des missions, dégradation permanente des conditions de travail en constituent la néfaste architecture.

**Avec ce plan de 50 milliards d'économies, que restera-t-il de la DGFIP ? Quelles conditions de travail pour les agents ?**

Après plusieurs années de blocage de la valeur du point d'indice, après l'augmentation des cotisations retraite, les personnels de la DGFIP en ont assez !

**En Essonne comme partout en France, les agents subissent de plein fouet les suppressions massives d'emplois depuis des années. Il n'est pas un site, lors de nos HMI ou tournées de service, où les agents ne font pas le constat d'une très grande souffrance au travail : combien de nouveaux drames dans les services en seront-ils le prix ?**

## ALORS NOUS DISONS STOP !!!

- STOP aux restructurations, aux SIP / CDIF
- STOP à la mise en place et aux fusions de SIP, SIE, POLES...
- STOP à la fermeture de postes comptables
- STOP aux suppressions d'emplois
- STOP à la DEMARCHE STRATEGIQUE

**A l'appel des organisations syndicales Solidaires, CGT, FO et CFDT, les agents des Finances Publiques sont tous appelés à se mettre en grève et à participer à la manifestation le 20 mars à PARIS**

Il s'agit de mettre un coup d'arrêt à la DGFIP à cette entreprise de démolition !  
Il s'agit aussi de défendre nos garanties statutaires et nos régimes indemnitaires !

*Pour la satisfaction de nos revendications :*

- Arrêt des suppressions d'emplois !
- Pour des créations d'emplois à hauteur des besoins ;
- Arrêt et abandon de la démarche stratégique !
- Retrait de la lettre ministérielle organisant les mutualisations ;
- Arrêt des réorganisations et des restructurations !
- Maintien de l'intégralité des missions exercées par la DGFIP ;
- Non au rapport Pêcheur et Desforges !
- Maintien du Statut Général des Fonctionnaires et de nos statuts particuliers ;
- Revalorisation des rémunérations et amélioration des carrières
- Revalorisation des pensions au 1er janvier (et non au 1er octobre), sur la base de l'évolution du salaire moyen (et non de l'indice des prix)"

***Tous en grève et manifestation le 20 mars !***

Parce que nous estimons nécessaire la mobilisation interprofessionnelle des salariés, jeunes, retraités, privés d'emplois, pour faire barrage aux nouveaux plans d'austérité du gouvernement, à son « pacte de responsabilité »

La section CGT Finances Publiques de l'Essonne a décidé de relayer l'appel national des organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires, de leurs Fédérations de Fonctionnaires, de leurs Unions Départementales en Essonne

Appelle les agents de la DDFIP de l'Essonne à participer à la manifestation unitaire régionale à PARIS

**Mardi 18 mars à 13h30**

**Place du 18 juin 1940, Métro Montparnasse**

- pour le maintien des cotisations patronales d'allocations familiales ;
- pour l'annulation immédiate du projet gouvernemental de transfert des 36 milliards de cotisations familiales vers l'impôt ;
- pour le retrait du pacte de responsabilité ;

*Vous pouvez vous y rendre sur du temps personnel, congé, etc... pour ceux qui le souhaitent, nous vous informons qu'un préavis de grève a été déposé.*

**Contact CGT Finances Publiques de l'Essonne : <cgtfip91@laposte.net>**